



EcoFlash

Élections présidentielles en Colombie : un virage à 180 degrés

En Colombie, le candidat de la droite populiste Abelardo de la Espriella a remporté, dimanche 21 juin, le second tour des élections présidentielles, qui a enregistré une participation record (63,4%). D'après les premières estimations, avec 49,7% des voix contre 48,7%, le candidat de droite a gagné d'une courte tête face à Iván Cepeda, le candidat de la gauche qui incarnait la continuité avec le président sortant Gustavo Petro (2022-2026). Le pays prend donc un virage à droite et emboîte le pas à l'Argentine et au Chili, respectivement dirigés par les présidents Javier Milei (depuis décembre 2023) et Antonio Kast (depuis mars 2026). Le Pérou, qui décompte encore les votes de l'élection d'avril dernier, pourrait bientôt les rejoindre, tandis que le Brésil se rendra aux urnes en octobre prochain.

Sur les marchés financiers, les investisseurs ont réagi positivement aux résultats de l'élection. Depuis le 31 mai dernier, date du premier tour à l'issue duquel Abelardo de la Espriella est arrivé en tête, le peso colombien s'est apprécié de 7,1% face au dollar US, tandis que le rendement moyen des obligations souveraines à 10 ans a baissé de 150 points de base (pb). Les investisseurs ont été séduits par le programme pro-marchés du nouveau président, qui prône la rupture totale avec le gouvernement précédent. À l'instar de ses homologues argentin et chilien, il soutient la libéralisation économique et la consolidation rapide des finances publiques, alors que la Colombie a enregistré en 2025 un des déficits budgétaires les plus importants d'Amérique latine¹.

Croissance économique : un rééquilibrage plus qu'une accélération ?

Entre 2023 et 2025, la croissance économique colombienne a atteint 1,6% par an en moyenne (contre 2,3% par an en moyenne dans la région). Elle a été tirée par la consommation (+2,2% par an en moyenne), notamment celle du gouvernement (+3,5% par an). À l'inverse, l'investissement s'est contracté (-3,6% par an). Ainsi, le taux d'investissement a chuté de 19,1% du PIB en 2022 à 16,1% du PIB en 2025, atteignant un plancher inédit depuis vingt ans.

La libéralisation économique annoncée par A. de la Espriella pourrait relancer l'investissement privé grâce au recul de l'interventionnisme et donc de l'incertitude. A. de la Espriella prévoit de lever l'interdiction d'octroyer de nouvelles licences pour l'exploration d'hydrocarbures et celle de la fracturation hydraulique (*fracking*), deux mesures adoptées sous le mandat de G. Petro pour engager le pays sur la voie de la transition énergétique. La production de pétrole brut devrait donc rebondir, après s'être contractée de 1,5% depuis 2022. Les exportations de biens (+0,2% par an en moyenne sur 2023-2025) devraient également augmenter puisque les hydrocarbures représentent 46% du total (en moyenne sur 2022-2025).

La croissance de la consommation devrait cependant ralentir, au moins à court terme. Le programme d'austérité budgétaire devrait fortement peser sur la consommation du gouvernement (15,7% du PIB en 2025). A. de la Espriella a déclaré vouloir supprimer 700 000 emplois publics (3% de la population active), que le secteur privé pourra difficilement absorber. Le taux de chômage devrait donc augmenter dans les prochains mois, alors qu'il avait progressivement baissé au cours des deux dernières années (de 10,7% en mars 2024 à 8,7% en avril 2026). Le taux de pauvreté, qui a reculé entre 2022 et 2025 (de 36,6% à 28%), soutenu par plusieurs revalorisations du salaire minimum, pourrait de nouveau augmenter.

¹ Voir : [En Amérique latine, l'impact du choc énergétique sur les finances publiques devrait être modéré.](#)

Ainsi, la victoire d'A. de la Espriella devrait entraîner un rééquilibrage des moteurs de la croissance plutôt qu'une accélération de celle-ci². En outre, les risques baissiers sur la croissance ne sont pas négligeables. Le risque de blocages, liés à de possibles mouvements sociaux, est élevé compte tenu de la forte polarisation de l'électorat et du programme socio-économique très controversé du nouveau président. Son projet d'abolir la Juridiction spéciale pour la paix (JEP), pilier des accords de paix signés en 2016, et celui d'intensifier les opérations militaires contre le narcotrafic, pourraient fragiliser une situation sécuritaire déjà tendue. L'impact négatif sur l'économie pourrait être considérable, notamment au travers du tourisme, qui est récemment devenu la deuxième source de recettes en devises derrière le pétrole.

Finances publiques : quelle sera l'ampleur de la consolidation budgétaire ?

Les finances publiques se sont détériorées au cours des deux dernières années. Le déficit du gouvernement central s'est creusé à 6,5% du PIB en moyenne sur 2024-2025, tandis que la dette du gouvernement central a atteint 64,4% du PIB fin 2025 (+5pp depuis fin 2022).

A. de la Espriella a promis une consolidation rapide des finances publiques et un retour au respect de la règle budgétaire³, suspendue en juin 2025. Selon le CARF⁴ (un organe d'État indépendant), un ajustement budgétaire de près de 4pp du PIB d'ici fin 2027 serait nécessaire pour respecter la règle budgétaire dès l'an prochain. Pour gagner la confiance des marchés, le nouveau président a choisi comme vice-président J. M. Restrepo, ancien ministre des Finances du gouvernement de droite d'Iván Duque.

Les premiers signes de consolidation budgétaire pourraient être visibles dès le T4 2026. Cependant, plusieurs obstacles risquent de la freiner. Du côté des dépenses, le projet d'intensifier la lutte contre le narcotrafic pourrait entraîner une hausse des dépenses de sécurité. La capacité du gouvernement à réduire les autres postes risque d'être limitée. En effet, les dépenses rigides, liées à des réformes récentes (décentralisation, retraites, santé), représentent plus de 80% du total. Du côté des revenus, les recettes fiscales pourraient être revues à la baisse si le gouvernement de la Espriella appliquait les baisses d'impôts promises pendant la campagne présidentielle.

Par ailleurs, le nouveau président pourrait avoir du mal à faire adopter des réformes au Congrès, compte tenu de son statut d'*outsider* qui rejette l'élite politique traditionnelle. Malgré les élections législatives de mars dernier, le Congrès demeure fortement polarisé et le *Pacto Histórico*, le parti de G. Petro et I. Cepeda, compte le plus de sièges. A. de la Espriella pourrait donc avoir du mal à former les alliances nécessaires à l'adoption de réformes fiscales et de lois de finances controversées.

Ainsi, la victoire d'A. de la Espriella accorde un bref répit aux finances publiques, permis par la baisse des rendements sur les obligations souveraines. Pour conserver la confiance des investisseurs, son gouvernement devra rapidement jeter les bases de la consolidation budgétaire. Cependant, les obstacles sont nombreux. Ils pourraient entretenir une volatilité élevée sur les marchés financiers dans les prochains mois.

Lucas Pié

Économiste Afrique subsaharienne, Colombie, Amérique centrale
lucas.ple@bnpparibas.com

² Dans son programme, A. de la Espriella projette d'atteindre 7% de croissance par an.

³ Règle qui fixe la valeur du solde budgétaire en fonction de l'écart entre la valeur de la dette nette du gouvernement central, sa valeur maximale autorisée (71% du PIB) et sa cible de long terme (55% du PIB).

⁴ Comité autonome de la règle budgétaire.